

La microfinance pour les services environnementaux

Enseignements en matière de politiques du Proyecto CAMBio au Nicaragua

Frédéric Huybrechs

Johan Bastiaensen

Davide Forcella

Gert Van Hecken

MOTS-CLÉS

Microfinance, microfinance verte, agroforesterie, Nicaragua, gouvernance environnementale.

RÉSUMÉ

On a assisté récemment à un intérêt croissant pour l'introduction d'objectifs environnementaux dans la microfinance. Comme pour l'impact social de la microfinance, il est nécessaire d'examiner la prise en compte de ces objectifs dans la pratique et leur réalisation sur le terrain. Le présent article analyse ces défis en partant d'une étude de cas d'un projet spécifique de « microfinance verte » et de son interaction avec les voies de développement local autour d'une réserve naturelle au Nicaragua. Nous montrons que la logique individualiste de la microfinance et la promotion des changements fondée sur des incitations économiques ne prennent pas suffisamment en compte les interactions complexes avec la dynamique générale du développement. S'atteler à la réduction de la pauvreté et aux problèmes environnementaux exige un engagement plus profond dans les aspects politiques du soutien à certaines voies de développement.

Introduction

La microfinance vise à étendre la provision de services financiers aux personnes exclues du système bancaire formel. En plus des enjeux financier et social de cette approche, il y a eu récemment des sollicitations croissantes pour la prise en compte d'un pilier environnemental (Hall *et al.*, 2008 ; Huybrechs *et al.*, 2015a ; Muñoz Araya et Christen, 2004). Au vu du débat actuel au sujet de l'impact social de la microfinance et de la contestation croissante de son efficacité en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté (Roodman, 2012 ; Bateman, 2010 ; Johnson, 2012), la réussite d'un objectif stratégique supplémentaire est loin d'être assurée. Le présent article entend par conséquent développer une réflexion au sujet d'un rôle plus significatif de la microfinance en tant qu'instrument de promotion de la durabilité environnementale.

Dans la première partie de l'article, nous proposons un aperçu de la « microfinance verte ». Il existe, en effet, plusieurs optiques complémentaires, qui diffèrent entre elles sur le plan de la logique, de l'approche et de l'ambition environnementale. Les discussions au sujet de la microfinance verte nous semblent néanmoins en pénurie de réflexion à propos de sa mise en œuvre et des effets qu'elle engendre. Par conséquent, nous proposons un cadre analytique sur la base du concept de « voies de développement », que nous appliquons dans la partie empirique. L'étude de cas concerne l'une des formes les plus ambitieuses de la microfinance verte : une approche intégrée de Microfinance Plus, qui visait à promouvoir une transformation technico-économique bénéfique à l'environnement. En effet, le Proyecto CAMBio (Central-American Markets for Biodiversity), tel que mis en œuvre par l'institution de microfinance Fondo de Desarrollo Local (FDL) au Nicaragua, visait à soutenir des pratiques sylvopastorales et agroforestières en combinant des prêts subventionnés, de l'assistance technique (AT) et des paiements pour services environnementaux (PSE). Cette étude de cas nous permet de tirer d'importants enseignements au sujet d'un éventuel rôle proactif de la microfinance dans la promotion de changements environnementaux. En mettant en évidence les interactions inévitables avec l'émergence des voies de développement, nous visons à éviter que les discours de la microfinance verte ne soient qu'une propagande creuse. Nous intégrerons également ces enseignements dans une réflexion plus large sur les défis en matière de

politiques dans le secteur de la microfinance, et ce, à partir des points de vue sociaux et environnementaux, qui sont étroitement liés.

1. Le paysage de la microfinance verte

Il y a de nombreuses motivations qui incitent le secteur microfinancier à se préoccuper davantage de questions environnementales. Outre une référence à la « responsabilité sociale » (Allet et Hudon, 2015 ; Forcella et Hudon, 2014), il y a certaines motivations plus ouvertement instrumentales, telles que la gestion du risque environnemental pour contrôler la capacité des clients à rembourser (Castellani *et al.*, 2014 ; Forcella et Hudon, 2014). Il y a également de nouvelles opportunités d'accès au financement subventionné (Devonshire, 2012 ; Fenton *et al.*, 2014) ou d'ouverture de marchés (Morris *et al.*, 2007).

La multiplicité des objectifs et des motivations reflète l'éventail des liens entre la microfinance et l'environnement. D'une part, l'environnement peut avoir un impact sur les clients (présents ou potentiels) de la microfinance. Par exemple, on constate une conscience croissante des conséquences du changement climatique, qui frappe davantage les habitants les plus vulnérables des pays en voie de développement. Comme il s'agit du « groupe cible » de la microfinance, des voix s'élèvent pour que celle-ci joue un rôle en faveur de l'adoption de pratiques d'adaptation au changement climatique (Hammill *et al.*, 2008 ; Agrawala et Carraro, 2010 ; Rippey, 2012 ; Moser *et al.*, 2015 ; Forcella *et al.*, 2015). L'offre de micro-assurances ou de produits d'épargne est également envisagée pour faire face à ces chocs (Castellani *et al.*, 2014 ; Marincioni *et al.*, 2013).

Un autre lien essentiel entre la microfinance et l'environnement a trait à l'impact environnemental que peut avoir une institution de microfinance (IMF) par le biais des activités entreprises par ses clients (Anderson *et al.*, 2002 ; Green Microfinance, 2007). Le fait de fournir des services financiers a une influence sur les stratégies de développement (*livelihoods*) des clients. Cela peut entraîner des impacts positifs ou négatifs sur l'environnement en fonction des pratiques adoptées par les clients – et en fonction des personnes qui évaluent ces impacts. On peut citer par exemple la perte de fertilité des terres d'un cultivateur (Wenner *et al.*, 2004) ou l'impact de l'utilisation de

produits chimiques (Blackman, 2000). Ces pratiques peuvent avoir un impact à différents niveaux, du local au global.

Dans le cadre d'une approche à triple enjeu financier, social et environnemental, une IMF pourrait décider d'observer une liste d'exclusion qui interdit une série d'activités. Elle pourrait également prévoir une assistance technique ou une formation environnementale liée au crédit (Allet, 2012b ; Muñoz Araya et Christen, 2004). Le type de microfinance verte le plus usité actuellement – la microfinance pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique – s'inscrit également dans l'ensemble des efforts visant à limiter l'impact des clients sur l'environnement, en combinaison avec des objectifs sociaux et économiques (Morris *et al.*, 2007).

D'autres programmes s'engagent davantage avec l'objectif ambitieux d'améliorer la situation environnementale et de changer les pratiques des clients : par exemple en reliant à la microfinance des incitations monétaires, sous forme de taux d'intérêt différenciés, de primes ou de conditions de prêt qui dépendent de l'adoption de pratiques spécifiques (Forcella, 2012 ; Cranford et Mourato, 2014). Le projet CAMBio – que nous présenterons comme étude de cas – s'inscrit dans cette mouvance, combinant des services de crédit, de l'assistance technique et des incitations monétaires en vue d'une transformation des pratiques agricoles des clients, afin de protéger la biodiversité.

Malgré les discussions animées sur les raisons de se lancer dans la microfinance verte et sur l'éventail des instruments existants, il semble y avoir peu de discussion sur leur efficacité et sur la façon dont ces approches se traduisent sur le terrain. Il n'y a pas davantage de grands débats sur les postulats implicites au sujet des problèmes environnementaux et sur la capacité de la microfinance à y répondre. Les articles sur le rôle de la microfinance dans la gestion des ressources environnementales, encore souvent théoriques et conceptuels, suscitent des attentes élevées en ce qui concerne le rôle positif de la microfinance en tant que vecteur de gestion environnementale (Anderson *et al.*, 2002 ; Cranford et Mourato, 2014 ; Allet, 2012a). Néanmoins, les résultats des analyses d'expériences de terrain sont mitigés. Certains rapports – en particulier ceux qui sont commandités par les bailleurs de fonds des projets – sont assez peu critiques face aux processus et aux résultats des projets de microfinance verte (Morris *et al.*, 2007 ; Guerrero Pineda, 2012 ; Proyecto

CAMBio, 2013 ; PNUE, 2013). D'autres études, cependant, reflètent davantage les issues très diverses des programmes sur le terrain (Allet, 2012b ; Forcella, 2012 ; Lucheschi, 2014 ; Forcella et Huybrechs, 2015).

Ces dernières réflexions sont loin d'être reprises dans les discussions plus générales sur la microfinance verte, en particulier en ce qui concerne les indicateurs de performance environnementale. Par exemple, l'« indice vert » (Allet et e-MFP Action Group Microfinance and Environment, 2014) se concentre sur l'inclusion de considérations environnementales dans la mission et dans les intentions d'une IMF, et sur les résultats de cette gestion en termes de produits financiers et de services apparentés, plutôt que sur les résultats sur le terrain. Nous y voyons beaucoup de similitudes avec les débats au sujet des performances sociales. On peut comprendre que cela soit en partie lié à des difficultés d'évaluation des résultats (Allet, 2012a ; Morduch, 2000 ; Bédécarrats *et al.*, 2015) – et à des objectifs de sensibilisation et de visibilité envers des bailleurs de fonds potentiels (Aitken, 2013). Cependant, le point que nous souhaitons souligner ici est que l'évaluation et l'analyse de la microfinance verte manquent actuellement de réflexion sur ce que peut être le lien entre l'articulation du problème, le processus et les résultats. Cette lacune entraîne une coupure entre les indicateurs stratégiques pragmatiques et les résultats finaux. Notre contribution empirique a pour objectif de permettre une réflexion plus profonde sur les processus sous-jacents et sur le rôle éventuel de la microfinance verte dans la promotion de meilleurs résultats environnementaux. C'est avec cet objectif que nous avons choisi un projet particulièrement ambitieux et proactif de « Microfinance verte Plus », dont nous entendons tirer des enseignements en matière de politiques. Avant de passer à l'analyse de sa mise en œuvre sur le terrain, nous présentons le cadre interprétatif que nous proposons à cette fin.

2. Cadre interprétatif : linéarité, approche relationnelle et voies de développement

Pour le cadre interprétatif de notre étude, nous développons une piste présentée par Susan Johnson (2012). Dans une réflexion sur le débat concernant l'impact social de la microfinance, elle critique l'adoption d'une approche résiduelle vis-à-vis de la pauvreté. Cette approche est considérée comme

inadéquate, car elle ne remet pas en cause les processus socio-institutionnels sous-jacents qui poussent et maintiennent certaines catégories de personnes dans la pauvreté. Ainsi, Johnson plaide en faveur de l'adoption d'une approche plus intégrale et relationnelle de la pauvreté. Dans celle-ci, l'apport potentiel de la microfinance est relié à la dynamique socio-institutionnelle, orientant la détermination des objectifs et la distribution des opportunités. Ainsi, la microfinance ne peut plus être dépeinte comme la panacée pour sortir de la pauvreté ceux qui y seraient accidentellement tombés, simplement en leur donnant accès à des services financiers.

Nous pensons qu'une erreur similaire est faite dans les réflexions sur le rôle de la microfinance dans la promotion des changements favorables à l'environnement. Cela nous rappelle d'ailleurs des débats au sujet des postulats souvent réductionnistes, individualistes et linéaires des interventions en gestion des ressources naturelles (Van Hecken *et al.*, 2015a ; Ostrom et Cox, 2010 ; Cleaver, 2012). La tendance logique dans la microfinance verte est de prendre le point de vue d'institutions de microfinance qui découvrent les défis environnementaux comme une cause digne de soutien. On met par conséquent l'accent sur un rôle apparemment évident que la forme actuelle de la microfinance est censée jouer. Néanmoins, il nous paraît nécessaire de s'interroger davantage sur l'interaction de la microfinance avec les dynamiques économiques et écologiques dans des territoires déterminés. Nous rejoignons donc le plaidoyer de Johnson (2012) en faveur d'une perspective relationnelle sur la pauvreté, qui obligerait la microfinance à regarder en face ses interactions avec les processus socio-institutionnels sous-jacents. En effet, ceux-ci constituent en eux-mêmes les causes fondamentales de la pauvreté et de l'exclusion. Nous ajouterions encore à ce plaidoyer un encouragement à prendre en compte l'aspect écologique.

Dans le contexte rural qui nous intéresse, notre manière d'opérationnaliser cette approche relationnelle, plus intégrale, est de faire une lecture des dynamiques socio-institutionnelles à la lumière du concept de « voie de développement » (*development pathways*) (Bastiaensen *et al.*, 2015a ; Ambrosio-Albalá et Bastiaensen, 2010). Les voies de développement sont liées à une série d'idées partagées qui inspirent les actions des acteurs et les règles qui régissent les interactions entre les acteurs. Ces voies prennent la forme d'un soutien à des produits particuliers et aux chaînes de valeur associées, ou au

contraire de leur exclusion. Cela inclut la mobilisation d'un effort collectif – qui implique souvent des acteurs clés extérieurs – en vue d'organiser et de maintenir un approvisionnement en intrants, une assistance technique pour certains modèles de production, ainsi que des réseaux associatifs pour la production et le marketing. Cela implique également des luttes concernant l'évolution de valeurs culturelles.

L'idée essentielle est que des interactions concrètes entre différentes variables de l'environnement institutionnel favorisent et entravent des opportunités pour différentes stratégies de développement préférées par différents groupes sociaux (De Herdt *et al.*, 2004). Dans le cas de notre zone d'étude, par exemple, notre analyse démontre qu'il est possible de discerner une voie de développement dominante : celle de l'approche « entrepreneuriale » de la culture du café. Cette voie s'ouvre et se développe parce qu'elle est fortement appuyée par une coalition d'acteurs puissants qui partagent des idées similaires sur le futur désirable de la culture du café. Ceux-ci la considèrent comme une activité axée sur des rendements élevés, qui doivent être atteints par une monoculture nécessitant davantage d'intrants chimiques ainsi qu'une réduction de l'ombrage. En même temps, cette coalition d'acteurs a tendance à monopoliser les efforts de développement et les investissements – y compris dans les structures connexes clés comme les structures de commercialisation. Elle tend ainsi à rendre difficile l'émergence de potentielles voies de développement alternatives ou complémentaires. En effet, on pourrait imaginer la possibilité d'autres voies de développement autour du café, qui seraient plutôt axées sur des fermes paysannes diversifiées, avec un café agroforestier plus varié et une stratégie de commercialisation d'un café de spécialité. C'est en adoptant cette perspective de voie de développement que nous ferons notre analyse de l'initiative de microfinance verte, le Proyecto CAMBio.

3. Étude de cas : Proyecto CAMBio au Nicaragua¹

3.1. Proyecto CAMBio

Le Proyecto CAMBio visait à soutenir des activités favorables à la biodiversité en réduisant les barrières auxquelles sont supposées être confrontées

1 Cette section est une version traduite et adaptée de l'étude de cas de Bastiaensen *et al.* (2015b).

les institutions financières et les micro, petites et moyennes entreprises souhaitant soutenir ou adopter de telles pratiques. Le projet s'est tenu entre 2008 et 2013 au Guatemala, au Honduras, au Salvador, au Costa Rica et au Nicaragua. Il était financé par la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Dans le but de réduire les barrières au soutien financier à l'adoption de pratiques productives plus respectueuses de l'environnement, le projet proposait des crédits, de l'assistance technique (AT) et des primes en espèces (dites « bioprimes ») (PNUD, 2006). Par le biais de son objectif déclaré de contribuer à l'interconnexion du corridor biologique méso-américain par la transformation des systèmes de production des micro, petites et moyennes entreprises rurales, CAMBio adoptait une approche axée sur le paysage (Setten *et al.*, 2012) et reliait l'apport des individus à la préservation de la biodiversité à une dynamique territoriale plus large. Cependant, nous verrons que cette approche territoriale ne s'est pas traduite dans la pratique.

La mise en œuvre du projet a eu lieu en alliance avec plusieurs institutions financières dans les cinq pays cibles, résultant en une diversité de modalités opératoires (Lucheschi, 2014 ; Proyecto CAMBio, 2013 ; Forcella, 2012). En effet, tout en suivant certaines lignes directrices édictées par la BCIE (par exemple la spécification de différentes conditions pour l'obtention de primes et un guide des pratiques ciblées), les différentes institutions pouvaient combiner de diverses façons les incitations proposées dans le cadre du projet. Nous nous concentrerons ici sur sa mise en œuvre par une des IMF impliquées : le FDL (Fondo de Desarrollo Local), en association avec son organisation partenaire Nitlapán. Pour le FDL et Nitlapán, ce projet était une occasion de s'engager davantage dans l'élaboration d'un lien entre la microfinance et l'environnement.

Au sein du Proyecto CAMBio, le FDL bénéficiait d'une ligne de crédit de la BCIE à un taux d'intérêt annuel de 4,5 %. Cela permettait au FDL de fournir des prêts à un taux d'intérêt annuel de 20 %. En comparaison, le taux d'intérêt rural moyen pratiqué à l'époque par le FDL oscillait autour de 27 %. Les prêts – qui étaient plafonnés à 10 000 dollars et s'élevaient en moyenne à 2 070 dollars par crédit – étaient destinés à des pratiques agroforestières et sylvopastorales. Le contrat avec les clients stipulait également que, après

vérification *ex post* des transformations convenues (incluant par exemple des conditions d'ombrage dans la caféière), le producteur toucherait une prime en espèces d'un montant de 14 % du prêt et le FDL recevrait une prime de 6 %, incitant ainsi tant le producteur que le FDL à (faire) respecter les termes du contrat. Cet aspect du projet est inspiré d'un outil de conservation actuellement prisé, les paiements pour services environnementaux (PSE) (Wunder, 2005), en vertu duquel les producteurs sont payés conditionnellement pour des services environnementaux (SE) par des « acheteurs » de SE (par exemple le FEM, qui paie pour la biodiversité – Ervine, 2010). En outre, dans notre cas particulier, la mise en œuvre du projet était fortement inspirée d'un autre projet financé par le FEM : le Regional Integrated Silvopastoral Ecosystem Management Project (Risemp) puisque Nitlapán avait participé antérieurement à la mise en œuvre au Nicaragua de ce projet PSE (paiements pour services environnementaux) (Huybrechs *et al.*, 2015b ; Van Hecken et Bastiaensen, 2010). L'idée maîtresse était que le changement environnemental positif pouvait être atteint par des incitations économiques en faveur de pratiques réputées améliorer l'environnement. Enfin, le projet proposait également des fonds pour l'AT, en assistant les producteurs dans la réalisation de leurs investissements écologiques. Ces fonds s'élevaient à 10 % des prêts déboursés et servaient à rémunérer Nitlapán pour fournir l'AT.

3.2. Domaine de recherche et méthodologie

L'étude présentée ici a été menée autour du Macizo de Peñas Blancas (« Peñas Blancas » dans la suite de l'article), situé dans les régions montagneuses du centre-nord du Nicaragua. Cette région a été déclarée réserve naturelle il y a environ vingt-cinq ans. Elle fait partie du corridor biologique méso-américain ainsi que de la réserve de biosphère de Bosawás. Ces caractéristiques en ont fait l'une des zones prioritaires pour la mise en œuvre du Proyecto CAMBio par FDL-Nitlapán.

Les résultats présentés dans la prochaine section sont issus d'une approche méthodologique mixte. Notre travail sur le terrain a consisté en grande partie en des entretiens semi-structurés avec différents types d'acteurs de la région (75 entretiens avec des responsables du projet, des politiciens, des paysans avec ou sans accès aux services financiers, etc.) ainsi qu'en une observation participative des pratiques quotidiennes des producteurs, de la mise en

œuvre du projet et de différents types de réunions communales. En outre, l'analyse de la dynamique dans la région a été fortement influencée par une étude des systèmes agraires (Cochet, 2012) effectuée par Lucie Arribard (2013).

Nous avons également réalisé une enquête autour de Peñas Blancas. Ce sondage a eu lieu en octobre 2013 et a été effectué par Frédéric Huybrechs et une équipe de cinq recenseurs. Ce sondage avait pour objectif d'obtenir des informations à propos des pratiques et des perceptions des participants au projet (n=88 ; 38 % de tous les participants dans la zone), et de pouvoir comparer les évolutions des pratiques avec celles d'un groupe de clients du FDL qui n'avait pas eu accès au projet (n=42). Nous avons posé des questions, entre autres, sur leurs pratiques d'utilisation des terres et sur les caractéristiques de leur exploitation à l'époque du sondage et cinq ans avant le sondage².

Pour avoir une idée des évolutions des usages des sols et des prestations de SE sur les exploitations participantes et non participantes, nous avons appliqué l'indice des services environnementaux (ISE) (Murgueitio *et al.* (2003). L'ISE attribue à différentes utilisations des terres des valeurs chiffrées par hectare en termes de biodiversité (de 0 à 1) et de capture de carbone (de 0 à 1) (par exemple, un hectare de culture vivrière obtient une valeur de 0 pour la biodiversité et pour la capture de carbone, tandis qu'un hectare de café sous ombrage obtient respectivement un score de 0,7 et 0,6). L'ISE pointe du doigt certaines évolutions dans les exploitations examinées, et nous avons été inspirés par son utilisation par le projet Risemp, également financé par le FEM (Pagiola *et al.*, 2007).

3.3. Voies de développement dans le Macizo de Peñas Blancas : défis et opportunités

Peñas Blancas fait partie de l'« ancienne frontière agricole » (Maldidier et Marchetti, 1996). Les premiers paysans sont arrivés dans les années 1940, émigrant des régions situées à l'ouest de Peñas Blancas, caractérisées par de grandes exploitations de café. Celles-ci avaient bénéficié de politiques gouvernementales qui cherchaient à stimuler la production de café (Rocha, 2001). Cette expansion repoussa les paysans plus modestes vers l'est, où ils

2 Pour plus de détails sur la récolte des données et leur analyse, voir Davide Forcella et Frédéric Huybrechs (2015).

pouvaient accéder à des terres libres et défricher les forêts afin de pratiquer des cultures vivrières et d'élever de la volaille et des porcs pour leur subsistance. Lorsque leurs économies le leur permettaient, l'étape suivante était l'exploitation du café. La construction d'une route dans les années 1970 améliora les opportunités de commercialisation du café et ouvrit une perspective pour de nouveaux arrivants, repoussant encore la frontière agricole. Ce processus s'interrompt dans les années 1980, marquées par la guerre contre-révolutionnaire, après la victoire des sandinistes, et la nationalisation du commerce du café. Dans les années 1990, le secteur du café fut libéralisé, entraînant le retrait des prêts d'État et le démantèlement des coopératives et unités de production gérées par l'État (Westphal, 2008), et offrant aux grands entrepreneurs des opportunités d'acquérir des terres. Cette période marqua également le début d'une adoption croissante de variétés de café aux rendements plus élevés, à condition d'utiliser davantage de produits agrochimiques et moins d'ombrage.

Au cours des quinze dernières années, deux crises ont frappé la région caféière. En 2000, les prix internationaux du café ont dégringolé, affectant les revenus des paysans et leur accès au crédit (l'octroi de crédits a diminué de 70-90 % l'année suivante) (Rocha, 2001). Plus récemment, le champignon de la rouille du caféier a décimé en grande partie les plantations les plus faibles ainsi que les variétés moins résistantes et plus anciennes (Avelino et Rivas, 2013). Ce fléau a fortement touché les caféiculteurs les moins privilégiés, en partie à cause de leur approche différente de la production de café – qui utilise moins de produits agrochimiques et plus d'ombrage, et tente de profiter de la longévité productive du café. De plus, les paysans plus modestes n'ont généralement pas accès à des crédits commerciaux à plus long terme (Mendoza *et al.*, 2013), qui sont un élément crucial dans la rénovation des plantations (Arribard, 2013).

La crise du café de 2000 a attiré l'attention sur la vulnérabilité des petits caféiculteurs, suscitant différents types de projets et d'initiatives, comme la certification du café de commerce équitable (Bacon, 2004). Cependant, étant donné que cette certification exige des rétributions élevées et des canaux de commercialisation alternatifs, les petites exploitations familiales y ont généralement un accès limité.

Les évolutions historiques décrites ci-dessus – induites par un accès différencié au crédit, aux marchés, à la certification, au soutien social et politique et par la vulnérabilité aux crises qui s'ensuivent – ont fait émerger une série de différents types de producteurs dans la région³ :

1. Les paysans pauvres possédant des terres travaillent exclusivement avec une main-d'œuvre familiale. Ils produisent des cultures vivrières de subsistance, élèvent de la volaille et des porcs, et installent de petites parcelles de café. La taille de leur exploitation est généralement inférieure à 3 ha.
2. Les caféiculteurs à petite échelle gèrent des superficies entre 3 et 30 ha, emploient une main-d'œuvre temporaire pendant les récoltes et ont un meilleur accès – quoique toujours limité – au crédit. Dans les régions plus basses, certains exploitants familiaux ont commencé à se concentrer sur l'élevage de bétail (éleveurs de bétail à petite échelle). Comme la catégorie précédente, ils vendent généralement leur café à des intermédiaires ou aux principales sociétés d'exportation.
3. Les caféiculteurs à moyenne échelle ont des exploitations plus importantes (de 30 à 100 ha). Ils complètent la main-d'œuvre familiale par des travailleurs temporaires et permanents, et exploitent généralement la majorité de leur superficie en tant que plantation de café. Certains exploitants moyens, dans les régions plus basses, sont devenus principalement éleveurs de bétail (éleveurs de bétail à moyenne échelle).
4. Les plantations de café couvrent parfois jusqu'à 350 ha. Elles sont basées sur un modèle de production entrepreneurial et font en général partie de sociétés qui ont également accès aux stades de transformation et de commercialisation dans la chaîne de valeur.

La majorité des exploitants de la région appartiennent aux deux premières catégories, la moitié des exploitations de la zone étant inférieures à 7 ha (Gómez *et al.*, 2011). D'autre part, les 10 % de producteurs les plus importants possèdent plus de la moitié des terres disponibles dans la région et ont tendance à s'agrandir au détriment des producteurs plus pauvres. Même si une telle typologie ne peut pas définir des catégories strictement délimitées et rigides, elle nous permet de réfléchir aux voies de développement territorial d'une manière à la fois synthétique et suffisamment diversifiée.

3 Inspiré par Cristóbal Maldidier et Peter Marchetti (1996), et Lucie Arribard (2013).

Au vu de l'objectif du Proyecto CAMBio de soutenir des approches protectrices de la biodiversité, il est important de noter que les petits producteurs ont tendance à cultiver leur café avec un ombrage plus dense et plus diversifié, et une utilisation moindre de produits agrochimiques (Cuadra Mayorga et Alvarado Narváez, 2011 ; Jha *et al.*, 2011 ; Westphal, 2008). De plus, ils varient généralement leurs activités économiques, tentant d'atténuer les risques des crises du café. Bien que l'exploitation de café à petite échelle soit économiquement viable dans cette zone, de telles crises constituent une menace récurrente. Elles peuvent obliger les petits producteurs à réduire leurs parcelles de café ou à vendre leurs terres. Le déplacement de petits paysans qui s'ensuit peut parfois forcer certains d'entre eux à se rapprocher davantage de la frontière agricole (comme on l'a vu dans d'autres régions du Nicaragua – Polvorosa, 2015). Le privilège des grandes plantations, la vulnérabilité des petits paysans aux différentes crises et le glissement général vers une production qui utilise davantage de produits agrochimiques et moins d'ombrage pourraient donc être considérés comme des dynamiques importantes de la voie de développement actuellement dominante dans le système socio-écologique.

D'un point de vue écologique, on pourrait donc plaider pour un choix en faveur d'une politique visant à renforcer la viabilité et la stabilité des petits producteurs face à l'émergence croissante de la concentration et de la promotion d'une production de café entrepreneuriale axée sur le rendement. Afin de soutenir une telle voie de développement alternative, il pourrait y avoir des occasions d'agir en mettant ces petits producteurs en contact avec des marchés rémunérateurs – ce qui exigerait, entre autres, que les paysans s'organisent et que les relations de marché actuelles soient remises en question (Bacon, 2004, Jha *et al.*, 2011 ; Valkila, 2009 ; Westphal, 2008). Il pourrait également y avoir des opportunités de réfléchir à une façon d'améliorer les débouchés pour leurs activités agricoles diversifiées. Non seulement un tel choix politique viserait à promouvoir une production de café plus écologique, mais il le ferait en outre à la lumière d'objectifs sociaux. Il ouvrirait le débat sur les politiques à mener et y introduirait une réflexion plus approfondie sur les compromis et équilibres possibles entre différents objectifs, ainsi que sur le choix de soutenir certains acteurs et certaines pratiques en tant qu'option politique active et délibérée (Leach *et al.*, 2010). Dans la section suivante, nous analysons les interactions du Proyecto CAMBio avec ce contexte local.

3.4. Analyse de la mise en œuvre de CAMBio à Peñas Blancas

La première étape de l'analyse examine le ciblage du projet. Au vu des fonds limités et de la lutte pour entretenir les relations clients pendant une grave crise du remboursement qui faisait rage au Nicaragua à partir de 2008 (Bastiaensen *et al.*, 2013), le FDL a concentré CAMBio sur ses clients loyaux et de longue date. Outre ses objectifs écologiques, ce projet était ainsi également utilisé pour récompenser et renforcer la fidélité des clients qui avaient un bon historique de crédit. De plus, et sans doute sous l'influence d'une inquiétude au sujet des indicateurs financiers, il existait un biais supplémentaire en faveur des producteurs moyens. On peut le voir dans le tableau 1, montrant la distribution des types de producteurs dans notre échantillon d'enquête en fonction des caractéristiques rapportées des exploitations. Ce biais se reflète également dans la taille moyenne des exploitations : 31,3 ha pour le groupe du Proyecto CAMBio (PC) contre 22,2 ha pour l'autre groupe (non-PC).

Tableau 1 : Distribution des types de paysans pour l'échantillon d'enquête PC et non-PC

	PC		Non-PC	
	2008	2013	2008	2013
Paysan pauvre possédant des terres	18 %	8 %	39 %	14 %
Caféiculteur à petite échelle	42 %	47 %	39 %	60 %
Éleveur de bétail à petite échelle	14 %	11 %	15 %	14 %
Caféiculteur à moyenne échelle	19 %	27 %	5 %	10 %
Éleveur de bétail à moyenne échelle	7 %	7 %	2 %	2 %

Source : Développement des auteurs sur base de l'enquête.

Le biais relatif en faveur des producteurs à moyenne échelle a également été influencé par le système d'incitations de CAMBio. Plus particulièrement, les 10 % d'AT payés étaient jugés insuffisants pour ce qui est des clients avec des prêts plus modestes, tandis que la prime de 6 % pour le FDL était gagnée plus facilement sur un nombre plus réduit de prêts de montants plus importants. En outre, le ciblage peut aussi refléter le choix de s'engager plus activement avec les producteurs qui peuvent s'investir dans la rénovation de leur caféière et adoptent un type de production plus « entrepreneurial ».

Notre analyse entend également prêter attention à l'une des composantes innovantes de ce projet : la bioprime. Au moment de l'octroi du crédit, le client et le technicien se mettaient d'accord, sur une base individualisée, sur un ou plusieurs objectifs dont dépendrait l'obtention de la bioprime. Les options comprenaient la mise en place de « clôtures vivantes », de filtres pour traiter les eaux contaminées par le dépulpage du café et la plantation d'arbres d'ombrage dans les champs de café ou les pâturages. Aux questions de l'enquête concernant les pratiques convenues, les participants ont indiqué qu'ils appliquaient déjà la plupart d'entre elles avant l'intervention (80 %) et qu'ils auraient réalisé ces investissements même sans les incitations du projet (80 %). Dès lors, et plus particulièrement en ce qui concerne la condition souvent appliquée des arbres d'ombrage (dans 90 % des contrats liés au café⁴), les conditions n'ont pas obligé les producteurs à aller au-delà des pratiques habituelles. On n'exigeait pas systématiquement de la part des producteurs moyens qu'ils atteignent les niveaux d'ombrage plus denses des petits paysans plus diversifiés, et ils étaient libres de poursuivre le modèle dominant d'augmentation des récoltes, qui n'était pas remis en cause par les techniciens.

De plus, faute de conditions systématiques, la distribution de la bioprime – dont la valeur allait de 0,34 à 12 dollars par arbre planté – s'est avérée erratique. En raison du rapport proportionnel au montant du crédit, les bioprimes les plus élevées ont été perçues par les producteurs possédant les plus grandes exploitations. D'ailleurs, la bioprime versée par arbre n'est pas en rapport avec l'évolution de la valeur environnementale de l'exploitation (calculé par l'ISE) et présente une corrélation négative avec le nombre et la densité des arbres plantés (Forcella et Huybrechs, 2015). La bioprime peut donc être contestée non seulement en ce qui concerne le caractère innovant des pratiques promues, mais également pour son faible rapport avec les SE fournis et pour son biais en faveur des producteurs relativement plus importants. Ces résultats correspondent à ceux d'autres études de CAMBio dans d'autres régions du Nicaragua (Forcella, 2012) et au Guatemala (Lucheschi, 2014).

4 En raison de l'incidence bien plus élevée de crédits liés au café (79 %) par rapport aux crédits pour les pratiques sylvo-pastorales (21 %) et à cause de la focalisation de notre travail de terrain sur les zones les plus proches du cœur de la réserve naturelle (mieux adaptées au café), nous nous concentrerons principalement sur les caféiculteurs.

Un facteur qui s'avère important dans l'évolution de l'ISE des fermes sondées est l'évolution de l'activité économique principale du producteur. Notre analyse quantitative indiquait un effet positif suite à une transition relative vers la culture de café, tandis qu'une transition vers l'élevage avait un effet négatif. Le groupe de contrôle comporte une proportion plus élevée de caféiculteurs à petite échelle qui sont passés de l'état de « paysans pauvres possédant des terres » il y a cinq ans à celui de caféiculteurs à petite échelle aujourd'hui. Cela implique des changements vers des pratiques d'utilisation des terres plus écologiques chez les clients non CAMBio, liés à une conversion marquée des cultures vivrières vers le café en tant que principale activité économique, comme le montre le tableau 2. Cela mène à la conclusion paradoxale que le crédit normal, non soumis aux conditions CAMBio et non subventionné, pourrait avoir eu un impact écologique plus élevé que le crédit subventionné grâce à son implication plus forte envers les paysans qui opéraient ces conversions des cultures vivrières vers le café – même si nous ne prétendons pas qu'il s'agisse là du seul facteur permettant un tel changement. Le choix du Proyecto CAMBio en faveur des exploitations de café plus établies, de taille moyenne, n'était peut-être pas l'option la plus profitable sur le plan écologique.

Tableau 2 : Évolution dans l'activité économique principale des clients CAMBio et non-CAMBio entre 2008 et 2013, telle que déclarée dans l'enquête

	PC			Non-PC		
	2008	2013	Évolution	2008	2013	Évolution
Café	61 %	62 %	1 %	50 %	60 %	10 %
Élevage bovin	17 %	13 %	-4 %	12 %	16 %	4 %
Cultures vivrières	16 %	4 %	-12 %	29 %	7 %	-22 %
Café et cultures vivrières	1 %	2 %	1 %	0 %	5 %	5 %
Café et élevage bovin	2 %	10 %	8 %	0 %	0 %	0 %
Élevage bovin et cultures vivrières	0 %	0 %	0 %	5 %	5 %	0 %
Travailleur salarié	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	-2 %
Porc et volaille	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	-2 %

NB : les pourcentages dans le tableau ne totalisent pas 100 % car le tableau exclut un certain nombre d'activités moins fréquentes.

Source : Développement des auteurs sur base de l'enquête.

Cette conclusion est encore renforcée lorsqu'on prend en compte l'approche technique préconisée pour l'exploitation de café. Les petits caféiculteurs tendent vers un mode de production qui utilise moins de produits agrochimiques et un ombrage plus diversifié (Arribard, 2013 ; Cuadra Mayorga et Alvarado Narváez, 2011 ; Jha *et al.*, 2011 ; Westphal, 2008). Nos entretiens avec cette catégorie indiquaient qu'ils appréciaient l'AT promue par CAMBio (et au-delà) en réponse à la crise dévastatrice de la rouille. Néanmoins, ils jugeaient souvent que les recommandations techniques pour l'utilisation d'engrais et de pesticides étaient irréalisables, notamment à cause d'un manque de fonds de roulement. On pourrait postuler que les rationalités propres des petits paysans ne sont pas adaptées au modèle technique préconisé. Cependant, comme nous l'avons indiqué ultérieurement, il pourrait exister des opportunités pour une voie alternative, qui soutiendrait une action collective parmi les petits producteurs visant à maintenir leur approche plus intensivement agroforestière de la production de café. Cela pourrait également les aider à être reconnus pour cette approche spécifique, par exemple par une certification ou un accès à des marchés de café spécialisés, comme dans d'autres régions du Nicaragua (Westphal, 2008 ; Mendoza et Bastiaensen, 2003 ; Valkila, 2009). Une mobilisation collective permettrait également de susciter de nouvelles opportunités pour d'autres cultures, qui pourraient s'insérer dans des stratégies de diversification et d'adaptation au changement climatique.

Au vu de notre analyse globale ci-dessus, nous suggérons que, dans la crise actuelle du café, il aurait été souhaitable qu'une priorité plus nette, à la fois sur le plan écologique et social, soit accordée aux petits caféiculteurs effectifs ou potentiels, tout en reconnaissant et en respectant la spécificité de leurs pratiques productives. Cela aurait pu constituer un contrepoids à la progression de l'approche entrepreneuriale de la production de café. Plus particulièrement, la production de café à petite échelle pourrait également offrir davantage de perspectives en termes d'interconnectivité dans l'approche paysagère exigée – mais oubliée – en ce qui concerne les corridors de biodiversité en Amérique centrale. L'approche individuelle du Proyecto CAMBio, à l'inverse, prive celui-ci de réflexion sur son intervention en termes de voies de développement territorial plus ou moins désirables et des dynamiques sociales et écologiques associées parmi différents types de producteurs.

De ce point de vue, il y a des raisons de s'inquiéter de l'effet du projet aux niveaux politique et cognitif-motivationnel dans la région. La mise en place de CAMBio, y compris la distribution publique des bioprimes à des caféiculteurs relativement établis et « modernes », pourrait en effet avoir contribué à implanter encore plus profondément la voie actuelle du développement du café. Ainsi, certaines pratiques d'exploitations plus petites, qui seraient écologiquement plus intéressantes, sont implicitement – et sans doute involontairement – rendues invisibles et privées de soutien. De manière plus générale, d'ailleurs, le projet interagit avec les idées locales et la politique locale de gestion des ressources naturelles. Alors que nous avons utilisé des concepts comme l'« écologie », la « biodiversité », les « problèmes environnementaux » sans les problématiser, il nous faut souligner encore que ceux-ci sont inévitablement ambigus et politiques, car ils ne signifient pas la même chose pour tout le monde, et ils n'affectent pas chacun de la même façon ni dans la même mesure (Fabinyi *et al.*, 2014). Leur signification dans des contextes spécifiques fait partie des idées qui soutiennent et légitiment les voies de développement émergentes, au travers de la mobilisation des efforts et des ressources de différents acteurs internes et externes.

4. Atteindre des objectifs écologiques grâce à la microfinance : au-delà du narcissisme de la microfinance

Pour l'analyse de la mise en œuvre du Proyecto CAMBio par FDL-Nitlapán dans la zone de Peñas Blancas, nous avons adopté l'approche des voies de développement. L'étude de cas a mis en évidence des interactions entre l'intervention de la microfinance verte et les dynamiques socio-économiques et écologiques de la zone d'étude. La reconnaissance de l'importance de ces processus complexes questionne le désir de vouloir attribuer un impact spécifique au traitement microfinancier en lui-même⁵, ou de considérer *a priori* la microfinance comme un cheval de Troie néolibéral universel (Bateman, 2010 ; Weber, 2004 ; Roy, 2010 ; Mader, 2014). En accord avec notre cadre interprétatif, et comme l'a avancé Rankin (2008) de manière convaincante dans sa comparaison de la microfinance au Népal et au Vietnam, le sens

5 Comme c'est le cas pour l'approche d'essai randomisé contrôlé (ERC) pour évaluer la microfinance (Bédécarrats *et al.*, 2015).

et le rôle véritables de la microfinance dépendent de façon cruciale de son articulation avec d'autres actions et politiques, et de son interaction avec les processus sociétaux qui en découlent.

Cela souligne la nécessité de mettre en question le « narcissisme de la microfinance » comme la perspective la plus répandue de gestion financière s'appuyant sur le rôle central de la (micro)finance dans les processus socio-économiques et environnementaux (Bastiaensen *et al.*, 2013). Il nous faut une perspective plus large en matière de politique sociétale, pour les acteurs publics comme privés. Au bout du compte l'effet social et écologique des interventions de microfinance dépend de manière cruciale de cette interaction complexe, difficile à prédire et impossible à contrôler, avec les dynamiques socio-institutionnelles contextuelles. La nature de ces dynamiques est inévitablement politique. Par conséquent, à l'instar d'écologistes politiques comme Melissa Leach *et al.* (2010), nous pensons qu'il « est utile de faire la distinction entre différents points de vue normatifs sur la durabilité, de reconnaître qu'il y a des durabilités multiples » et de se rendre compte de la distribution de coûts et de bénéfices, et de l'appréciation différenciée de différents groupes sociaux.

Dans le cadre de notre étude de cas, nous avons vu que CAMBio a été « naturellement » absorbé par la voie dominante de la modernisation entrepreneuriale de la culture du café et qu'il définissait par conséquent la durabilité écologique dans les limites des pratiques et idées collectives émergentes liées à cette voie. Nous avons avancé qu'on pouvait également opter pour une forme de production de café spécialisée et bio, agroforestière et paysanne. Cependant, il n'est pas possible d'opérer un arbitrage purement scientifique entre ces deux options imaginées (et l'on pourrait d'ailleurs en imaginer bien d'autres). La question de savoir quelles pratiques soutenir n'a pas de réponse unique et vraie. Elle demande une espèce de « règlement politique ». Des pratiques alternatives sont découvertes et se créent sous la forme de collaborations collectives émergentes s'inscrivant dans des processus dynamiques socio-institutionnels (Leach *et al.*, 2010 ; Hall *et al.*, 2014). Du point de vue de la politique publique, cela implique que nous ne pouvons pas définir une réponse technocratique objective à la question de savoir ce qu'il faut faire pour atteindre davantage de durabilité (et de justice sociale) (Van Hecken *et al.*, 2015b ; Fabinyi *et al.*, 2014 ; Leach

et al., 2010). La réponse devra inévitablement inclure un choix politique et, par conséquent, une certaine forme de négociation explicite ou implicite entre les parties prenantes.

Cependant, presque par définition, les pauvres auront tendance à rester perdants dans les différents types de négociations qui auront lieu dans ces sphères politiques (Bastiaensen *et al.*, 2005). Par conséquent, une microfinance verte réellement transformatrice devra trouver des moyens appropriés de s'articuler de manière positive avec des processus de changement plus larges vers une inclusion sociale et des formes de durabilité qui respectent les idées et les intérêts (fluctuants) de leurs groupes cibles. La question reste de savoir s'il y a suffisamment de marge de manœuvre pour remettre en question le rapport de forces et les idées directrices actuelles afin d'aller à contre-courant de la financiarisation de la pauvreté et de la nature, imposée par des communautés épistémiques et par la structure politico-économique dominante (Schwittay, 2014 ; Van Hecken *et al.*, 2015a ; Mader, 2014 ; Sullivan, 2013).

Conclusion

Dans notre description des pratiques actuelles de microfinance verte, nous avons noté l'insuffisante mise en question du lien entre l'utilisation de la microfinance pour lutter contre des problèmes environnementaux et l'efficacité de cette utilisation. Notre étude de cas nous incite à nous poser des questions sur les postulats sous-jacents et nous offre des enseignements concernant un positionnement par rapport aux attentes liées à l'inclusion des problèmes environnementaux dans la pratique de la microfinance. Nous notons d'ailleurs que l'interaction de cette pratique avec l'environnement est inévitable, car toute intervention – que ses motivations premières soient financières, sociales ou environnementales – interagit forcément avec les dynamiques locales influençant la voie de développement émergente.

Les interventions de Microfinance Plus, comme le Proyecto CAMBio, combinant plusieurs types de prestations de services, ont un grand potentiel pour contribuer à un changement positif au niveau du développement durable et rural, en particulier si elles s'insèrent dans un engagement plus démocratique au niveau de la définition des objectifs et instruments de

développement. Les institutions de microfinance, qui visent à favoriser de meilleurs résultats au niveau social et environnemental, doivent davantage s'engager dans les luttes politiques qui ont pour enjeu les différentes voies de développement et les politiques publiques et privées qui font évoluer celles-ci dans une certaine direction. De la part de la microfinance, cela exige une recherche d'alliances politiques et pratiques, et un soutien actif des voies envisagées par des politiques financières *ad hoc*. Pour les autres acteurs, y compris ceux de la sphère publique, cela demande également de considérer les institutions de microfinance comme des alliés potentiels et comme des outils supplémentaires dans un processus de changement plus large. L'adoption ou non de certains choix politiques et des stratégies concomitantes dépend alors tout autant d'un changement des perceptions que de l'état du rapport de forces. La microfinance verte devra inévitablement s'engager dans les sphères politiques où des idées et motivations concurrentes se disputent l'influence, afin de façonner les actions collectives et les cadres réglementaires.

AUTEURS

Frédéric Huybrechs

Chercheur doctorant à l'Institut de politique et de gestion du développement (IOB) de l'université d'Anvers, financé par le Conseil interuniversitaire flamand – Coopération universitaire au développement (VLIR-UOS). Ses thèmes de recherche sont : microfinance et environnement, gouvernance environnementale, développement rural, écologie politique.
frederic.huybrechs@uantwerpen.be

A récemment publié :

Huybrechs F., Bastiaensen J., Forcella D., 2015, « Guest editorial: An Introduction to the Special Issue on Green Microfinance », *Enterprise Development and Microfinance*, vol. 26, n° 3, pp. 211-214.

Van Hecken G., Bastiaensen J., Huybrechs F., 2015, « What's in a Name? Epistemic Perspectives and Payments for Ecosystem Services Policies in Nicaragua », *Geoforum*, n° 63, pp. 55-66.

Bastiaensen J., Huybrechs F., Forcella D., Van Hecken G., 2015, « Microfinance Plus for Ecosystem Services: A Territorial Perspective on Proyecto CAMBio in Nicaragua », *Enterprise Development and Microfinance*, vol. 26, n° 3, pp. 292-306.

Johan Bastiaensen

Professeur à l'Institut de politique et de gestion du développement (IOB) de l'université d'Anvers, et chercheur associé à l'Institut Nitlapán, Universidad Centroamericana, Managua (Nicaragua). Ses thèmes de recherche sont : développement rural, microfinance, liens entre environnement et développement.

johan.bastiaensen@uantwerpen.be

A récemment publié :

Vaessen J., Rivas A., Duvendack M. *et al.*, 2014, « The Effect of Microcredit on Women's Control over Household Spending in Developing Countries: A Systematic Review and Meta-Analysis. », *Campbell Systematic Reviews*, n° 8.

Bastiaensen J., Marchetti P., Mendoza R., Pérez F., 2013, « L'issue paradoxale du mouvement social contre la microfinance néolibérale au Nicaragua : une analyse politique », *Mondes en Développement*, Paris, De Boeck, n° 163, pp. 51-68.

Bastiaensen J., Marchetti P., Mendoza R., Pérez F., 2013, « After the Nicaraguan Non-Payment Crisis: Alternatives to Microfinance Narcissism », *Development and Change*, n° 44, pp. 861-885.

Doligez F., Bastiaensen J., Bédécarrats F., 2012, « Crises dans la microfinance au Nicaragua : éléments d'analyse et mise en perspectives », *Techniques Financières et Développement*, n° 106, Paris, Épargne sans Frontières, pp. 134-141.

Davide Forcella

Chercheur post-doctoral associé au Centre européen de recherche en microfinance (CERMI – ULB). Ses thèmes de recherche sont : finance inclusive, microfinance et environnement, saturation du marché microfinancier, développement rural durable, inégalités.

davide.forcella@yahoo.it

A récemment publié :

Bastiaensen J., Huybrechts F., Forcella D., Van Hecken G., 2015, « Microfinance Plus for Ecosystem Services : A Territorial Perspective on Proyecto CAMBio in Nicaragua », *Enterprise Development and Microfinance*, vol. 26, n° 3, pp. 292-306.

Afonso J., Morvant-Roux S., Forcella D., Guérin I., 2015, « Insufficiencies and Loopholes of Self-Regulation in Overindebtedness Prevention: The Case of the Dominican Republic », *Journal of International Development*.

Forcella D., Hudon M., 2014, « Green Microfinance in Europe », *Journal of Business Ethics*.

Gert Van Hecken

Chercheur post-doctoral à l'Institut de politique et de gestion du développement (IOB) de l'université d'Anvers, financé par le Fonds de la recherche scientifique – Flandre (FWO), et chercheur associé à l'Institut Nitlapán, Universidad Centroamericana, Managua (Nicaragua). Ses thèmes de recherche sont : liens entre environnement et développement, paiements pour services écosystémiques, conservation néolibérale, développement rural.

gert.vanhecken@uantwerpen.be

A récemment publié :

Van Hecken G., Bastiaensen J., Windey C., 2015, « Towards a Power-Sensitive and Socially-Informed Analysis of Payments for Ecosystem Services (PES): Addressing the Gaps in the Current Debate », *Ecological Economics*, n° 120, pp. 117-125.

Van Hecken G., Bastiaensen J., Huybrechs F., 2015, « What's in a Name? Epistemic Perspectives and Payments for Ecosystem Services Policies in Nicaragua », *Geoforum*, n° 63, pp. 55-66.

Van Hecken G., Bastiaensen J., Vásquez W. F., 2012, « The Viability of Local Payments for Watershed Services: Empirical Evidence from Matiguás, Nicaragua », *Ecological Economics*, n° 74, pp. 169-176.

BIBLIOGRAPHIE

- Agrawala S., Carraro M., 2010, *Assessing the Role of Microfinance in Fostering Adaptation to Climate Change*, Paris, OECD, <http://www.oecd.org/environment/cc/44844835.pdf> (janvier 2016).
- Aitken R., 2013, « The Financialization of Micro-Credit », *Development and Change*, vol. 44, n° 3, pp. 473-499.
- Allet M., 2012a, « Measuring the Environmental Performance of Microfinance: A New Tool », *Cost Management*, n° 26, pp. 6-17.
- Allet M., 2012b, *Mitigating Environmental Risks in Small-Scale Activities: What Role for Microfinance? A Case Study from El Salvador*, Document de travail n° 12/021, Bruxelles, ULB/Solvay Brussels School of Economics and Management Centre Emile Bernheim, <https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/123289/1/wp12021.pdf> (janvier 2016).
- Allet M., e-MFP Action Group Microfinance and Environment, 2014, *The Green Index, an Innovative Tool to Assess the Environmental Performance of MFIs*, Luxembourg, European Microfinance Platform, <http://www.pamiga.org/user-files/green%20index.pdf> (janvier 2016).
- Allet M., Hudon M., 2015, « Green Microfinance: Characteristics of Microfinance Institutions Involved in Environmental Management », *Journal of Business Ethics*, n° 126, pp. 395-414.
- Ambrosio-Albalá M., Bastiaensen J., 2010, *The New Territorial Paradigm of Rural Development: Theoretical Foundations from Systems and Institutional Theories*, Document de travail n° 2010.2, Anvers, UA/IOB, <http://www.ua.ac.be/objs/00251118.pdf> (janvier 2016).
- Anderson C. L., Locker L., Nugent R., 2002, « Microcredit, social capital, and common pool resources », *World Development*, vol. 30, n° 1, pp. 95-105, <https://courses.washington.edu/esrm403/Anderson%20Microcredit%20Social%20Capital%20and%20Common%20Pool%20Resources%202002.pdf> (janvier 2016).
- Arribard L., 2013, *Analyse diagnostic du système agricole à l'ouest du massif de Peñas Blancas*, Master de Dynamique comparée des développements, Paris, AgroParisTech.
- Avelino J., Rivas G., 2013, *La roya anaranjada del cafeto*, HAL, <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01071036> (janvier 2016).
- Bacon C., 2004, « Confronting the Coffee Crisis: Can Fair Trade, Organic, and Specialty Coffees Reduce Small-Scale Farmer Vulnerability in Northern Nicaragua? », *World Development*, n° 33, n° 3, pp. 497-511, <http://escholarship.org/uc/item/0xn3f86t> (janvier 2016).
- Bastiaensen J., De Herdt T., D'Exelle B., 2005, « Poverty Reduction as a Local Institutional Process », *World Development*, n° 33, n° 6, pp. 979-993, <http://www.chs.ubc.ca/archives/files/poverty%20reduction%20as%20a%20local%20institutional%20process.pdf> (janvier 2016).
- Bastiaensen J., Marchetti P., Mendoza R. et al., 2013, « After the Nicaraguan Non-Payment Crisis: Alternatives to Microfinance Narcissism », *Development and Change*, n° 44, pp. 861-885.
- Bastiaensen J., Merlet P., Craps M. et al., 2015a, *Making Sense of Territorial Pathways to Rural Development: A Proposal for a Normative and*

- Analytical Framework*, Document de travail, n° 2015.04, Anvers, UA/IOB, <https://www.uantwerpen.be/images/uantwerpen/container2143/files/Publications/DP/2015/04-Bastiaensen-et-al.pdf> (janvier 2016).
- Bastiaensen J., Huybrechs F., Forcella D. *et al.*, 2015b, « Microfinance Plus for Ecosystem Services: A Territorial Perspective on Proyecto CAMBio in Nicaragua », *Enterprise Development and Microfinance*, vol. 26, n° 3, pp. 292-306, https://www.researchgate.net/publication/282425183_Microfinance_plus_for_ecosystem_services_a_territorial_perspective_on_Proyecto_CAMBio_in_Nicaragua (janvier 2016).
- Bateman M., 2010. *Why Doesn't Microfinance Work? The Destructive Rise of Local Neoliberalism*, Bangalore, Books for Change.
- Bédécarrats F., Guérin I., Roubaud F., 2015, *The Gold Standard for Randomised Evaluations: From Discussion of Method to Political Economics*, Document de travail, Bruxelles, ULB/Solvay Brussels School of Economics and Management Centre Emile Bernheim, <http://en.dial.ird.fr/content/download/210000/3259473/version/3/file/DT+2015-01+B%C3%A9d%C3%A9carrats++Gu%C3%A9rin++Roubaud++EN.pdf> (janvier 2016).
- Blackman A., 2000, « Making Small Beautiful: Lessons from Mexican Leather Tanneries and Brick Kilns », *Small Enterprise Development*, n° 11, pp. 4-14.
- Castellani D., Viganò L., Tamre B., 2014, « A Discrete Choice Analysis Of Smallholder Farmers' Preferences and Willingness to Pay for Weather Derivatives: Evidence from Ethiopia », *Journal of Applied Business Research*, vol. 30, n° 6, pp. 1671-1692, <http://www.cluteinstitute.com/ojs/index.php/JABR/article/download/8882/8850> (janvier 2016).
- Cleaver F., 2012, *Development through Bricolage: Rethinking Institutions for Natural Resource Management*, New York, Routledge.
- Cochet H., 2012, « The Systeme Agraire Concept in Francophone Peasant Studies », *Geoforum*, n° 43, pp. 128-136.
- Cranford M., Mourato S., 2014, « Credit-Based Payments for Ecosystem Services: Evidence from a Choice Experiment in Ecuador », *World Development*, n° 64, pp. 503-520.
- Cuadra Mayorga L. C., Alvarado Narváez U. P., 2011, *Evaluación de tres servicios ambientales de café agroforestal en fincas con diferentes tipos de manejo ubicadas en el Macizo de Peñas Blancas, Jinotega-Matagalpa*. Thèse de maîtrise, Universidad Nacional Agraria, Managua.
- Devonshire H. J. J., 2012, *Silver Upholders and the Murchison-Semliki REDD+ Project*, WCS/The Jane Goodall Institute/CSWCT/WWF, <http://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-en-case-study-the-role-of-microfinance-in-environmental-projects-a-case-study-nov-2012.pdf> (janvier 2016).
- De Herdt T., Bastiaensen J., D'Exelle B., 2004, *Towards a Local Socio-Institutional Analysis of Anti-Poverty Interventions: A Critical Review of Methods and Researchers*, Document de travail n° 2004.4, UA/IOB/IDMP, p. 5, <https://www.uantwerpen.be/images/uantwerpen/container2143/files/Publications/DP/2004/04-DeHerdt-Bastiaensen-D'Exelle.pdf> (janvier 2016).

- Ervine K., 2010, « Participation Denied: The Global Environment Facility, its Universal Blueprint, and the Mexico-Mesoamerican Biological Corridor in Chiapas », *Third World Quarterly*, vol. 31, n° 5, pp. 773-790.
- Fabinyi M., Evans L., Foale S., J. 2014, « Social-Ecological Systems, Social Diversity, and Power: Insights from Anthropology and Political Ecology », *Ecology and Society*, vol. 19, n° 4, <http://www.ecologyandsociety.org/vol19/iss4/art28/> (janvier 2016).
- Fenton A., Gallagher D., Wright H. *et al.*, 2014, « Up-Scaling Finance for Community-Based Adaptation », *Climate and Development*, vol. 6, n° 4, pp. 388-397, <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17565529.2014.953902> (janvier 2016).
- Forcella D., 2012. *Payments for Environmental Services and Microfinance: Proyecto Cambio in Nicaragua*, Thèse de maîtrise du European Microfinance Programme, Bruxelles, ULB, <http://www.fir-pri-awards.org/wp-content/uploads/The-best-Master-Thesis.pdf> (janvier 2016).
- Forcella D, Hudon M., 2014, « Green Microfinance in Europe », *Journal of Business Ethics*.
- Forcella D., Huybrechs F., 2015, *Microfinance for Ecosystem Services - Lessons from Proyecto CAMBio in Nicaragua*, Deuxième Congrès interdisciplinaire du développement durable, Louvain-la-Neuve, mai, <http://congrestransition-durable.org/51669/document> (janvier 2016).
- Forcella D., Ramírez J., Allet M., 2015, « MFI's Environmental Performance in Central America under a Context of Climate Change », *Passerelles*, n° 1, pp. 16-28.
- Gómez L., Munk Ravnborg H., Castillo E., 2011, *Gobernanza en el uso y acceso a los recursos naturales en la dinámica territorial del Macizo de Peñas Blancas – Nicaragua*, Document de travail n° 82, Santiago de Chile, Programa dinámicas territoriales rurales/RIMISP, http://www.rimisp.org/wp-content/files_mf/1-366296829N822011GomezRavnborgCastilloUsoaccesorecursosnaturalesMacizoPenasBlancas.pdf (janvier 2016).
- Green Microfinance, 2007, *Microfinance and the Environment: Setting the Research and Policy Agenda*, Workshop, 5-6 mai, Philadelphia.
- Guerrero Pineda Y. M., 2012, *Impacto de créditos verdes del proyecto CAMBio, en el establecimiento de sistemas silvopastoriles en fincas ganaderas de la zona Central Norte de Nicaragua*, Thèse de maîtrise en agriculture écologique, Turrialba, CATIE, http://bibliotecaorton.catie.ac.cr:8080/bitstream/11554/2339/1/Impacto_de_creditos_verdes.pdf (janvier 2016).
- Hall J. C., Collins L., Israel E. *et al.*, 2008, *The Missing Bottom Line: Microfinance and the Environment*, Green Microfinance, https://dfedericos.files.wordpress.com/2012/02/missing-bottom-line_microfinance-and-environment_seep-2008-3.pdf (janvier 2016).
- Hall K., Cleaver F., Franks T. *et al.*, 2014, « Capturing Critical Institutionalism: A Synthesis of Key Themes and Debates », *European Journal of Development Research*, vol. 26, n° 1, pp. 71-86.
- Hammill A., Matthew R., McCarter E., 2008, « Microfinance and Climate Change Adaptation », *IDS Bulletin Studies*, n° 39, https://www.iisd.org/pdf/2008/microfinance_climate.pdf (janvier 2016).

- Huybrechs F., Bastiaensen J., Forcella D. 2015a, « Guest editorial: An Introduction to the Special Issue on Green Microfinance », *Enterprise Development and Microfinance*, vol. 26, n° 3, pp. 211-214, <http://www.developmentbookshelf.com/doi/10.3362/1755-1986.2015.018> (janvier 2016).
- Huybrechs F., Bastiaensen J., Forcella D. *et al.*, 2015b, « Enfrentando la vía ganadera extensiva: potenciales y limitaciones de los pagos por servicios ambientales y de las microfinanzas verdes », in Bastiaensen J., Merlet P., Flores S. (dir.), *Rutas de desarrollo en territorios humanos. Las dinámicas de la vía láctea en Nicaragua*, Managua, UCA Publicaciones.
- Jha S., Bacon C. M., Philpott S. M. *et al.*, 2011, « A Review of Ecosystem Services, Farmer Livelihoods, and Value Chains in Shade Coffee Agroecosystems », in Campbell W. B., López Ortiz S. (dir.), *Integrating Agriculture, Conservation and Ecotourism: Examples from the Field*, Dordrecht, Springer.
- Johnson S., 2012, « From Microfinance to Inclusive Financial Markets: The Challenge of Social Regulation », *Oxford Development Studies*, n° 41, pp. S35-S52.
- Leach M., Scoones I., Stirling A., 2010. *Dynamic Sustainabilities: Technology, Environment, Social Justice*, Londres, Earthscan.
- Lucheschi G., 2014, *Payment for Environmental Services and Microfinance: Proyecto CAMBio in Guatemala*, Thèse de maîtrise du Master complémentaire conjoint en microfinance, Bruxelles, ULB.
- Mader P., 2014, « Financialisation through Microfinance: Civil Society and Market-Building in India », *Asian Studies Review*, n° 38, pp. 601-619.
- Maldidier C., Marchetti P., 1996, *El campesino-finquero y el potencial económico del campesinado nicaragüense: tipología y regionalización agrosocioeconómica de los sistemas de producción y los sectores sociales en el agro nicaragüense*, Managua, Nitlapán.
- Marincioni F., Appiotti F., Pusceddu A., Byrne K., 2013, « Enhancing Resistance and Resilience to Disasters with Microfinance: Parallels with Ecological Trophic Systems », *International Journal of Disaster Risk Reduction*, n° 4, pp. 52-62.
- Mendoza, R. et Bastiaensen, J. 2003, « Fair trade and the Coffee Crisis in the Nicaraguan Segovias », *Small Enterprise Development*, n° 14, pp. 36-46.
- Mendoza R., Fernández E., Kuhnekath K., 2013, « Institución patrón-dependiente o indeterminación social? Genealogía crítica del sistema de habilitación en el café », *Encuentro*, n° 92, pp. 87-102, <https://www.federaciondefcafeteros.org/static/files/5Institucionpatrondependienteindeterminacionsocial.pdf> (janvier 2016).
- Morduch J., 2000, « The Microfinance Schism », *World Development*, vol. 28, n° 4, pp. 617-629, http://www.nyu.edu/projects/morduch/documents/microfinance/Microfinance_Schism.pdf (janvier 2016).
- Morris E., Winiecki J., Chowdhary S. *et al.*, 2007, *Using Microfinance to Expand Access to Energy Services: Summary of Findings*, Washington, The SEEP Network, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadm641.pdf (janvier 2016).
- Moser R., Forcella D., Gonzalez L., 2015, *Microfinance and Climate Change: Threats and Opportunities, the Case of Brazil's Largest Rural MFIs*, Agroamigo and Cresol, Social Science Research

- Network. <http://www.scielo.br/pdf/rae/v55n4/0034-7590-rae-55-04-0397.pdf> (janvier 2016).
- Muñoz Araya M. C., Christen R. P., 2004, *Microfinance as a Tool to Protect Biodiversity Hot-Spots*, Rio de Janeiro, Annual Global Roundtable Meeting on Finance and Sustainability, <http://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/mfg-en-paper-microfinance-as-a-tool-to-protect-biodiversity-hot-spots-2004.pdf> (janvier 2016).
- Murgueitio E., Ibrahim M., Ramirez E. et al., 2003, *Usos de la tierra en fincas ganaderas: guía para el pago de servicios ambientales en el Proyecto Enfoques Silvopastorales Integrados para el Manejo de Ecosistemas*, Cali, Cipav/Catie/Nitlapán.
- Ostrom E., Cox M., 2010, « Moving beyond Panaceas: A Multi-Tiered Diagnostic Approach for Social-Ecological Analysis », *Environmental Conservation*, n° 37, <http://faculty.washington.edu/stevehar/Ostrom%202010%20IAD%20and%20Resilience.pdf> (janvier 2016).
- Pagiola S., Ramirez E., Gobbi J. et al., 2007, « Paying for the Environmental Services of Silvopastoral Practices in Nicaragua », *Ecological Economics*, n° 64, pp. 374-385, http://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/images/iclisd/documents/wk1_c8_radomski.pdf (janvier 2016).
- PNUD, 2006, *Central American Markets for Biodiversity (CAMBio): Mainstreaming Biodiversity Conservation and Sustainable Use within Micro-, Small, and Medium-Sized Enterprise Development and Financing*, UNDP Project Document, [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/gef_prj_docs/GEF-ProjectDocuments/Biodiversity/Regional%20-%20Central%20American%20Markets%20for%20Biodiversity%20\(CAMBIO\)/02-28-06%20CAMBio%20Project%20Doc.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/gef_prj_docs/GEF-ProjectDocuments/Biodiversity/Regional%20-%20Central%20American%20Markets%20for%20Biodiversity%20(CAMBIO)/02-28-06%20CAMBio%20Project%20Doc.pdf) (janvier 2016).
- PNUE, 2013, *MEbA - Microfinance for Ecosystem-Based Adaptation to Climate Change*, MEbA Newsletter, n° 1, Unep/Frankfurt School, http://www.pnuma.org/meba/MEbA%20N1%202013_EN.pdf (janvier 2016).
- Polvorosa J. C., 2015, « Ruta de desarrollo ganadero lechero: el caso de Matiguás », in Bastiaensen J., Merlet P., Flores S. (dir.), *Rutas de desarrollo en territorios humanos. Las dinámicas de la vía láctea en Nicaragua*, Managua, UCA Publicaciones.
- Proyecto CAMBio, 2013, *Lecciones aprendidas del proyecto CAMBio*, Honduras, BCIE/Pnud/FMAM, <http://www.proyectocambio.org/admin/documents/186> (janvier 2016).
- Rankin K. N., 2008, « Manufacturing Rural Finance in Asia: Institutional Assemblages, Market Societies, Entrepreneurial Subjects », *Geoforum*, n° 39, pp. 1965-1977.
- Rippey P., 2012, « Microfinance and Climate Change: Threats and Opportunities », in Köhn D. (dir.) *Greening the Financial Sector*, Berlin, Springer.
- Rocha J. L., 2001, "The Chronicle of Coffee: History, Responsibility and Questions", *Envío*, n° 241, <http://www.envio.org.ni/articulo/1523> (janvier 2016)
- Roodman D. M., 2012, *Due Diligence: An Impertinent Inquiry into Microfinance*, Washington, Center For Global Development.
- Roy A., 2010, *Poverty Capital: Microfinance and the Making of Development*, New York, Routledge.

- Schwittay A. F., 2014, « Making Poverty into a Financial Problem: From Global Poverty Lines to Kiva.Org », *Journal of International Development*, n° 26, pp. 508-519.
- Setten G., Stenseke M., Moen J., 2012, « Ecosystem Services and Landscape Management: Three Challenges and One Plea », *International Journal of Biodiversity Science, Ecosystem Services et Management*, vol. 8, n° 4, pp. 305-312, <http://blogg.vm.ntnu.no/dylan/files/2012/12/Settenetal2012.pdf> (janvier 2016).
- Sullivan S., 2013, « Banking Nature? The Spectacular Financialisation of Environmental Conservation », *Antipode*, n° 45, pp. 198-217.
- Valkila J., 2009, « Fair Trade Organic Coffee Production in Nicaragua: Sustainable Development or a Poverty Trap? », *Ecological Economics*, n° 68, pp. 3018-3025, http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_3599.pdf (janvier 2016).
- Van Hecken G., Bastiaensen J., 2010, « Payments for Ecosystem Services in Nicaragua: Do Market-based Approaches Work? », *Development and Change*, n° 41, pp. 421-444.
- Van Hecken G., Bastiaensen J., Huybrechs F., 2015a, « What's in a Name? Epistemic Perspectives and Payments for Ecosystem Services Policies in Nicaragua », *Geoforum*, n° 63, pp. 55-66.
- Van Hecken G., Bastiaensen J., Windey C., 2015b, « Towards a Power-Sensitive and Socially-Informed Analysis of Payments for Ecosystem Services (PES) : Addressing the Gaps in the Current Debate », *Ecological Economics*, n° 120, pp. 117-125.
- Weber H., 2004, « The "New Economy" and Social Risk: Banking on the Poor? », *Review of International Political Economy*, n° 11, pp. 356-386.
- Wenner M. D., Wright N., Lal A., 2004, « Environmental Protection and Microenterprise Development in the Developing World », *Journal of Microfinance*, vol. 6, n° 1, pp. 95-122, <https://ojs.lib.byu.edu/spc/index.php/ESR/article/viewFile/1447/1408> (janvier 2016).
- Westphal S. M., 2008, « Coffee Agroforestry in the Aftermath of Modernization: Diversified Production and Livelihood Strategies in Post-Reform Nicaragua », in Bacon C. M., Mendez E., Gliessman S. R. et al. (dir.), *Confronting the Coffee Crisis: Fair Trade, Sustainable Livelihoods and Ecosystems in Mexico and Central America*, Cambridge, MIT Press.
- Wunder S., 2005, *Payments for Environmental Services: Some Nuts and Bolts*, Occasional paper, n° 42, Jakarta, Cifor, http://www.cifor.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-42.pdf (janvier 2016).